

P. 6 Grand format
Le groupe La Poste
s'engage contre
les fractures territoriales
en Île-de-France

P. 8 D'intérêt général
Petites communes,
financer de grands
projets, c'est possible!

P. 15 Traits d'union
Recygo se déploie
à la mairie du
18^e arrondissement
de Paris



postéo

ÎLE-DE-FRANCE





Florence Pavageau,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Île-de-France

En présentant ses résultats extra-financiers en même temps que les résultats financiers, notre groupe démontre son leadership en matière de durabilité. Ces résultats nous confortent dans notre stratégie d'évolution sur nos marchés. En tant qu'entreprise à mission, avancer résolument sur le chemin d'une seule et même performance, économique, environnementale, sociale et sociétale, c'est agir pour l'avenir de nos territoires, c'est agir pour la planète et c'est agir avec et pour nos collaborateurs. Cet engagement quotidien de notre groupe, vous en découvrirez des

illustrations concrètes tout au long de ce nouveau numéro de *Postéo* en Île-de-France.

En tant que déléguée régionale du groupe La Poste, reconnu pour son action RSE, j'ai participé à une matinale lors du concours annuel de la fondation La France s'engage, pour partager les actions mises en œuvre dans notre région. Parmi elles, nous proposons des crédits à impact bonifiés pour les projets publics vertueux, nous accompagnons nos clients avec des solutions plus durables en matière de recyclage et d'économie circulaire (vente de vélos de facteur reconditionnés par Nouvelle Attitude, recyclage de lunettes avec Lunettes de ZAC ou réemploi de biens culturels avec Ammareal). Nous favorisons l'inclusion sociale grâce à des partenariats renforcés avec le réseau des Écoles de la 2^e chance (E2C), les missions locales et les clubs Face, nous déployons de nouveaux partenaires dans nos Étapes Numériques et nous facilitons l'accès aux services publics en ouvrant la 5^e France services postale de Paris. Enfin, nous accompagnons l'adaptation des territoires au changement climatique.

C'est d'ailleurs un axe que j'ai développé lors de mon intervention durant la matinale RSE de la fondation du groupe EDF. En présence d'acteurs publics et de l'insertion, j'ai rappelé nos engagements et les effets de notre responsabilité territoriale. Nous visons le zéro émission nette de nos bâtiments tertiaires, notamment avec Terseren, notre filiale commune avec EDF, qui développe des solutions autour du bâtiment performant. La Poste, c'est tout cela et plus encore.



postéo ÎLE-DE-FRANCE

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Île-de-France.
Directrice de la publication : Florence Pavageau.
Rédacteurs en chef : David Raynal, Hélène Rabusseau.
Directrice de la rédaction : Daphnée Leblanc.
Rédacteurs : Mélanie Bernard, Alban Colombel, Serge Da Silva, Hélène Rabusseau, Aline Varnier.
Crédits photo : DR La Poste, médiathèque du groupe La Poste, Adobe Stock, Éric Huynh, Jean-Pierre Leblanc, mairie de Paris, mairie de Nogent-sur-Marne, mairie du 18^e arrondissement de Paris.
Pages nationales - Directrice de la publication : Marie-Aude Dubanchet.
Directrice de la rédaction : Fabienne Rougeot.
Rédactrice en chef : Aurélie Dehecq.
Crédits photo : médiathèque du groupe La Poste, mairie de Boulbon, DR.
Mentions légales La Poste. Conception et réalisation : HAVAS Paris.
Imprimerie : Gutenberg Networks.
Imprimé en France.
Dépôt légal : juin 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.
Pour contacter la rédaction de Postéo : Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.



Version e-accessible par DocAxess



ÎLE-DE-FRANCE

Facteurs de fierté

Plus de **30000**
biens culturels collectés
en bureau de poste
par Ammareal
en six semaines.

73
vélos reconditionnés
de facteur vendus
en Île-de-France durant
l'expérimentation,
en près de trois mois.



RÉEMPLOI

Ammareal s'installe dans 35 bureaux

La Poste s'est engagée aux côtés d'Ammareal, une librairie en ligne, dans le cadre d'une expérimentation menée dans 35 bureaux de poste franciliens en Essonne, dans le Val-de-Marne et dans les Yvelines. Ce partenariat a pour objectif de collecter des livres, des CD et des DVD auprès des clients de La Poste. Ils sont ensuite en partie vendus en ligne sur le site d'Ammareal ou donnés. Les livres et disques ni vendus ni donnés par la plateforme sont tous recyclés en France. Enfin, 10% du produit des ventes de cette grande collecte solidaire sont reversés au Secours populaire français. Grâce à cette initiative, Ammareal étend son réseau de collecte tandis que La Poste renforce son rôle de promoteur de l'économie circulaire, en lien avec le statut d'entreprise à mission du groupe La Poste.



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

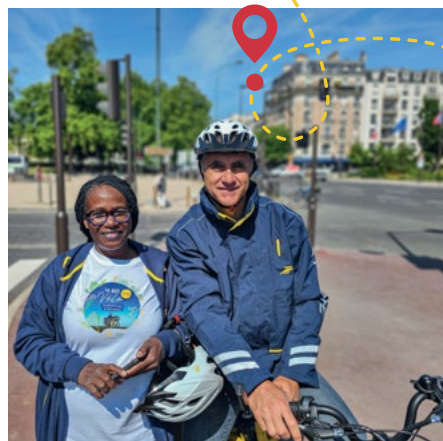
Des vélos de facteur vendus à La Poste

L'Île-de-France est l'une des trois régions à avoir testé la vente en bureau de poste de vélos à assistance électrique (VAE) de facteur, reconditionnés par Nouvelle Attitude, une entreprise d'insertion par le travail, filiale du groupe La Poste. À la suite du succès de cette expérimentation, la généralisation de la vente de ces vélos a débuté en avril dernier, dans 30 bureaux de poste franciliens. Si 70% des pièces sont recyclées, les principaux organes de sécurité, ainsi que la batterie, les chargeurs, la selle, les poignées et les câbles sont neufs. Ces vélos électriques disposent d'équipements français, robustes et de qualité. Cette initiative s'inscrit dans l'engagement de La Poste à favoriser une consommation plus responsable, conformément à son statut d'entreprise à mission.

Chiffre clé

12

facteurs ont pris le départ de la première étape du défi vélo Paris-Strasbourg et ont sillonné les routes d'Île-de-France, avec le soutien de Laurent Jalabert.



ÉCOMOBILITÉ

Le défi vélo relevé par 12 facteurs

Chaque jour, les factrices et les facteurs parcourent 3,5 fois le tour du monde à vélo! Pour sensibiliser le grand public à un partage apaisé et sécurisé de la route, 6 factrices et 6 facteurs, issus de toutes les régions de France, ont effectué un relais à vélo de 500 km entre Paris et Strasbourg : le défi vélo La Poste avec la Fédération française des usagers de la bicyclette (FUB). Il s'est déroulé du 19 au 23 mai, durant l'opération « Mai à vélo », soutenue par le ministère de la Transition écologique, avec des vélos à assistance électrique de La Poste. Cette aventure collective leur a fait parcourir les routes d'Île-de-France, des Hauts-de-France et du Grand-Est. Toutes les félicitations du groupe La Poste à Claudie Bonine, factrice à Groslay (95), qui a représenté la région Île-de-France!

DÉVELOPPEMENT



La Poste, partenaire des commerçants

Le bureau de poste de Paris Bourse est totalement métamorphosé. Moderne et connecté, intégrant un accueil privilégié pour les pros, il a été inauguré le 27 mars, lors d'une soirée sur le thème : « La Poste, partenaire de proximité des commerçants de Paris ». Organisé en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris et la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) d'Île-de-France, cet événement a permis aux invités de découvrir les services de La Poste Pro et ses solutions dédiées aux professionnels pour développer leur activité (digitalisation et transition numérique, solutions marketing, logistique d'expédition...). Avec un réseau de 130 bureaux, près de 600 commerçants partenaires et 50 000 clients accueillis chaque jour, La Poste confirme son investissement dans la capitale.

Chiffre clé

30

bureaux de poste franciliens labellisés France services permettent d'accéder au socle commun de services publics de 11 opérateurs.

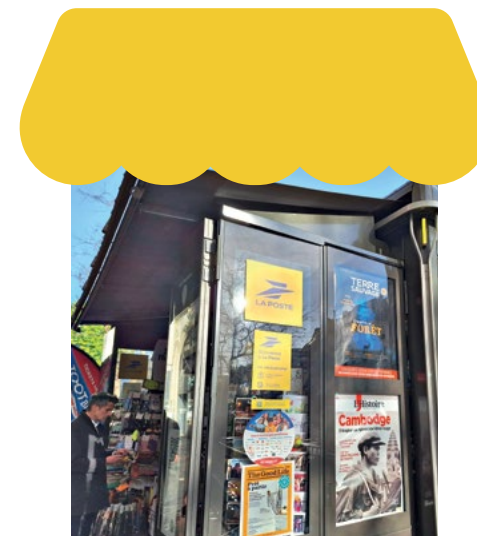


PRÉSENCE

La Poste Paris Guy Moquet labellisée

Situé dans le 17^e arrondissement de Paris, le bureau de poste de Paris Guy Moquet offre un large éventail de services essentiels à la vie quotidienne des clients, avec les services de La Poste et de La Banque Postale, mais également des citoyens. Grâce à sa labellisation France services, ce bureau s'engage à faciliter les démarches des usagers en mettant à leur disposition des outils numériques, en leur proposant un accompagnement humain et personnalisé, et en les orientant vers les bons interlocuteurs en cas de besoin. Cette démarche vise à renforcer le lien de proximité entre les services publics et les citoyens, en offrant un accès simplifié aux démarches administratives du quotidien. La Poste de Paris Guy Moquet est le 5^e bureau labellisé France services dans Paris et le 30^e en Île-de-France.

ACCESSIBILITÉ



Des services postaux dans les kiosques

À la suite d'une expérimentation réussie qui concernait 8 kiosques parisiens, un partenariat est signé entre La Poste et JCDecaux relatif au déploiement d'une offre postale dans le réseau MédiaKiosk, composé de 770 kiosques de presse et à autres usages commerciaux, répartis dans 180 villes en France. À Paris, une trentaine de kiosques seront concernés d'ici à la fin de l'année. La Poste renforce ainsi son maillage territorial au plus près des Français, consolidant sa proximité avec les habitants, en s'implantant au plus près des lieux de vie, de passage et des transports, tout en contribuant activement à la vie de quartier. Les kiosquiers, formés par La Poste, proposeront une gamme de services adaptée selon les besoins locaux, en complémentarité des bureaux de poste existants.

Le groupe La Poste s'engage contre les fractures territoriales en Île-de-France

Lors du Salon de l'Association des maires d'Île-de-France, consacré aux solutions pour agir contre les fractures territoriales, le groupe La Poste a présenté les enseignements de son livre blanc « Fractures et vulnérabilités de la société française : La Poste, acteur du lien social dans les territoires »⁽¹⁾. On y apprend que les Franciliens jouissent de l'accès le plus simplifié aux services publics, grâce à un excellent maillage territorial, renforcé par l'offre de transports en commun. A contrario, leur lieu d'études ou de travail est moins facilement atteignable qu'en province. Bien qu'ils profitent d'une région très dynamique, seuls 62 % d'entre eux déclarent habiter un endroit où il fait bon vivre. Enfin, de fortes disparités financières apparaissent entre départements : 68 % des habitants éprouvent des difficultés à boucler leur fin de mois, avec une récurrence plus forte en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne.

(1) Basé sur les résultats de l'étude La Poste-BVA-Xsight, 2024.

4 200 repas portés chaque jour par les facteurs en Île-de-France.



« Notre présence sur le territoire francilien, via notre réseau de 1 208 points de contact La Poste et nos 7 700 facteurs, nous permet de proposer des solutions pour réduire ces fractures territoriales. »

90 % des habitants de la région perçoivent le numérique comme un facteur d'inégalité sociale ? Nous répondons en réalisant, l'an passé, 76 000 accompagnements aux démarches du quotidien, dans nos 30 bureaux de poste labellisés France services. Ce sont aussi 220 000 accompagnements réalisés, en 2024, par un médiateur social, financés par le fonds postal de péréquation territoriale, dans les bureaux de poste des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Et 10 Étapes Numériques proposent gratuitement des espaces aux associations pour déployer des ateliers numériques. »

Florence Pavageau,
déléguée régionale du groupe La Poste en Île-de-France

« La Poste est un partenaire clé dans la lutte contre les fractures territoriales, sociales et numériques. Sur l'ensemble du territoire, elle assure un service public de proximité accessible et participe à réduire les inégalités d'accès aux droits et aux services essentiels. Elle accompagne quotidiennement les Parisiennes et les Parisiens dans leurs démarches en ligne, tout en développant des actions d'équipement et de médiation pour les publics les plus éloignés du numérique. Elle joue également un rôle précieux au sein de Paris Adresse, lieu unique de domiciliation administrative de la ville de Paris, qui permet à 15 000 personnes sans domicile stable de recevoir leur courrier. Ce partenariat témoigne d'un engagement commun à construire une ville plus inclusive et solidaire. »

Léa Filoche,
adjointe à la maire de Paris, chargée des solidarités, de l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés, de la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion



« J'ai la volonté de proposer à nos aînés une restauration de qualité et un contact humain quotidien, ce qui est possible lors de la livraison des repas. C'est pourquoi j'ai fait le choix d'un acteur local et du service de livraison des repas à domicile de La Poste. Depuis le début de notre expérience avec La Poste, nous avons pu constater des effets positifs sur la qualité de vie de nos aînés. Ce service permet à la résidence seniors ainsi qu'à 60 seniors de notre commune de recevoir des repas équilibrés directement à leur domicile, livrés par les postiers, sans avoir à se soucier des courses ni de la préparation des repas. Tout cela avec une empathie et un humanisme tout à fait appropriés au service proposé. Cette initiative renforce les relations humaines, le lien social au service du bien-être de nos aînés. »

Jacques J.-P. Martin,
maire de Nogent-sur-Marne (94)

39 %
des Franciliens pensent qu'ils auront les moyens de faire face aux dépenses liées au vieillissement.

(Source : étude La Poste-BVA Xsight, 2024.)



Petites communes, financer de grands projets, c'est possible!

Transitions écologique, numérique, démographique... Les défis à relever pour les communes sont nombreux et elles sont toutes appelées à investir, malgré des marges de manœuvre financières souvent limitées. Des solutions existent, y compris pour les petites communes, pour leur permettre de mener à bien leurs projets.

Dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, par les impératifs de modernisation des équipements publics et par la généralisation de l'usage du numérique, les communes françaises sont en première ligne. Rénover une école, créer des équipements sportifs, faire évoluer une flotte de véhicules vers l'électrique, réhabiliter des bâtiments communaux ou déployer la fibre optique : les projets se multiplient et deviennent de plus en plus coûteux. Selon une étude menée par La Banque Postale et l'Institut for Climate Economics (I4CE)⁽¹⁾, rien que pour répondre aux objectifs de la stratégie française sur l'énergie et le climat, les collectivités devront investir, en moyenne, 11 milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2030 dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'énergie. Les besoins sont importants dans les communes, car celles de moins de 10 000 habitants

connaissent un fort ralentissement de la progression de leur épargne brute, et celles de plus de 10 000 habitants subissent une baisse de cette épargne.

Financer toutes les communes

Premier prêteur bancaire⁽²⁾ des collectivités locales depuis 2015, La Banque Postale déploie toute une gamme d'outils financiers adaptés aux besoins de toutes les communes, sans condition de taille. Crédits à long terme dès 40 000 euros empruntés, lignes de trésorerie sur trois cent soixante-quatre jours, prêts relais dans l'attente du versement de subventions : chaque solution est pensée pour convenir à la réalité des territoires. La Communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing (19 000 habitants), en Seine-et-Marne, a pu financer les travaux de déploiement de la fibre sur les sites isolés, grâce à un prêt social de 392 000 euros.

Dans le Pas-de-Calais, c'est un prêt social de 3 millions d'euros qui a été accordé à la commune d'Ambleteuse (2 105 habitants) pour financer la rénovation d'infrastructures sportives.

Aider à obtenir des subventions

Si les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales s'élevaient à 54,8 milliards d'euros en 2024, la recherche de subventions s'apparente à un parcours du combattant pour une petite structure aux moyens humains limités. Et parce que la recherche d'aides publiques est aussi un levier important pour permettre aux communes d'optimiser leur plan de financement, La Banque Postale se positionne comme facilitateur. Son service Subzen permet aux collectivités d'identifier les bons interlocuteurs et assure la préparation comme le suivi des dossiers pour maximiser le taux de subventionnement. En Seine-Maritime, par exemple, la commune de Maromme (11 000 habitants) a ainsi pu engager la réhabilitation de l'hôtel de ville ainsi qu'une extension de sa médiathèque avec l'appui de La Banque Postale.

(1) « Panorama des financements climat des collectivités locales », septembre 2024. (2) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

À Boulbon, rénover pour consommer moins et mieux



Dans la petite commune de Boulbon (1 530 habitants), située dans les Bouches-du-Rhône, la réhabilitation de deux bâtiments communaux – un ancien presbytère et une ancienne école – pour les transformer en logements à loyers encadrés et en locaux associatifs, avait comme priorités de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort d'usage. Pour mener à bien ce projet structurant, la municipalité a d'abord bénéficié d'un prêt vert complété par un prêt relais qui ont permis de préfinancer les subventions attendues. Une solution doublement avantageuse, saluée par Jérémie Becciu, le maire de Boulbon : « Le soutien de La Banque Postale a été déterminant pour transformer des structures classées F en logements classés A. Cette collaboration fructueuse a permis de maintenir notre jeunesse dans le village et de dynamiser notre tissu associatif et commercial. »

Témoignage

« La commune avait un déficit de plus de 1 million d'euros, à ma prise de fonction. La Banque Postale a répondu présente en nous accordant un prêt social pour financer les travaux d'extension d'une école et d'équipement de la maison de la culture : c'est grâce à cet emprunt que ces projets importants ont pu démarrer. Au-delà d'un prêt, c'est un partenariat précieux qui a aidé la collectivité, alors en grande difficulté financière. »

Victor Denouvion,
maire de la commune de Saint-Jory
(Haute-Garonne) (8 311 habitants)



RETROUVEZ LES SOLUTIONS
DE LA BANQUE POSTALE
POUR LES COLLECTIVITÉS
LOCALES EN SCANNANT
CE QR CODE

Un comité au service des territoires

Créé par La Banque Postale, le comité d'orientation des finances locales réunit des élus locaux, d'anciens parlementaires et des experts du secteur public. Son rôle : éclairer les choix stratégiques de La Banque Postale en matière d'offre et de services pour les collectivités. Véritable instance de dialogue, le comité suit de près l'évolution des besoins des territoires, l'actualité du secteur public local, tout comme les grandes tendances en matière de financement. Il contribue ainsi à adapter les solutions proposées – comme les prêts verts, les outils d'analyse financière ou l'accompagnement Subzen – aux réalités de terrain. C'est aujourd'hui un levier essentiel pour faire de La Banque Postale un partenaire engagé et toujours à l'écoute des collectivités.

LA BANQUE POSTALE, UN ACTEUR CLÉ DANS LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ancrée au cœur des territoires, La Banque Postale accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'investissement : mobilité durable, modernisation des infrastructures, digitalisation des services, cohésion sociale... Et ce, quel que soit leur besoin, quelle que soit leur taille.

AUX CÔTÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1^{er} prêteur
des collectivités locales
pour la 10^e année
consécutive⁽¹⁾

11,8 Mds€
de prêts
accordés
au secteur public local

Près de **1 prêt sur 2**
octroyé à une commune
de moins de 10 000 habitants

400 collaborateurs
en région
dédiés aux personnes
morales et au secteur public
local, dont 120 chargés
d'affaires spécialisés
sur le secteur public

AU SERVICE DES GRANDES TRANSITIONS

1,9 Md€
de prêts verts
et sociaux
octroyés aux collectivités locales

1,53 Md€ de prêts
accordés au logement social,
à la santé et au milieu associatif

1 association sur 10
en France est cliente
de La Banque Postale

ENGAGÉE POUR LA PLANÈTE

1^{re} banque
engagée à sortir du financement
des énergies fossiles à l'horizon 2030

Données 2024 – (1) Source : « Observatoire de la dette des collectivités », Finance Active, mars 2025.

Traits d'union

#dynamiser

Le groupe La Poste agit pour accompagner les collectivités dans leurs projets, que ce soit en matière de rénovation urbaine et de politique de la ville, comme à Bobigny (93), ou pour faciliter la gestion de la voirie, comme à Émancé (78).

P. 12

#accompagner

En tant qu'entreprise à mission, La Poste s'engage pour l'inclusion de toutes et tous. Cela se traduit notamment par l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en situation d'échec scolaire, grâce à un partenariat avec le réseau des Écoles de la 2^e chance.

P. 14

#décarboner

La ville de Paris a confié à Recygo la fourniture d'outils de tri sélectif aux sites municipaux, afin de leur proposer une solution clés en main pour la valorisation des déchets.

P. 15



#dynamiser

À Bobigny, La Poste s'inscrit dans le projet de rénovation du cœur de ville

Inauguré le 9 avril dernier, le nouveau bureau de poste Bobigny Aretha Franklin a pris ses quartiers dans le cœur de ville rénové de la préfecture séquano-dionysienne.

Le bureau est moderne et spacieux, implanté en étroite concertation avec les élus locaux, et pour cause : l'implantation d'un nouveau bureau de poste est loin d'être anodine dans la stratégie de développement d'un territoire. C'est au beau milieu d'un quartier en pleine reconstruction que la nouvelle Poste principale de Bobigny tourne déjà à plein régime. « Il n'a ouvert que depuis quinze jours, mais a déjà retrouvé le flux de clients de son ancien emplacement. C'est dire s'il était attendu par la population », se félicite alors Patrick Noulette, directeur délégué de la branche Grand Public et Numérique de La Poste en Île-de-France. Les clients particuliers comme professionnels sont accueillis en toute confidentialité et accompagnés dans leurs démarches s'ils le souhaitent. Les habitants de Bobigny auront également accès à un centre d'examen individuel du Code de la route, grâce à un espace dédié au sein du bureau de poste. Son ouverture était aussi attendue par le maire de la commune, Abdel Sadi, qui voit le rôle majeur de La Poste dans le développement économique de son territoire.

Lui qui déplore que « la Seine-Saint-Denis [soit] le 7^e département contributeur au PIB national, mais où plus de 50% des emplois ne profitent pas à [ses] habitants » ne peut dès lors qu'apprécier l'apport du groupe postal en matière d'emploi. « Près de 5 000 postiers travaillent dans ce département, et plus de 16 000 emplois (directs et induits) y sont soutenus par La Poste, au travers de nos implantations et de nos investissements », expose Florence Pavageau, déléguée régionale du groupe La Poste en Île-de-France. Au-delà de ce volet économique, la volonté du groupe d'accompagner les rénovations urbaines et de s'inscrire dans la politique de la ville « témoigne tout simplement de [son] rôle de service public de proximité, reprend Patrick Noulette. C'est par un dialogue constant avec les élus locaux que nous construisons nos projets d'implantation, afin de répondre de la façon la plus adaptée possible aux attentes de chaque population. C'est notre force : nous avons nos services essentiels et des services additionnels à apporter selon les besoins. »

91 bureaux de poste en Seine-Saint-Denis, preuve de l'investissement du groupe dans ce département, où se multiplient les projets de rénovation urbaine.



« Une ville qui mise sur le développement, notamment économique, de son territoire, a besoin de services publics pour accompagner cette volonté. La Poste, en sa qualité de service public de proximité, est la mieux placée pour impulser cette dynamique, non seulement pour le service qu'elle apporte aux Balbyniens, mais aussi pour celui qu'elle apporte aux entreprises locales. Il était essentiel de pouvoir accueillir

ce nouveau bureau de poste dans notre cœur de ville flambant neuf, car Bobigny manque de commerces. Ce n'est donc pas un hasard si le premier espace commercial que nous inaugurons est celui de La Poste : cette inauguration va tout simplement en appeler bien d'autres. »
Abdel Sadi,
maire de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et conseiller départemental



Émancé s'appuie sur Geoptis pour le classement de ses voies

Émancé, commune des Yvelines de 900 habitants, a opté pour la solution Tableau de classement des voies de Geoptis, filiale du groupe La Poste. Objectif : assurer l'inventaire intégral des voies de la commune.

Cette opération répond à un enjeu réglementaire. « C'est un outil précieux pour les collectivités, explique Ludovic Prats, ingénieur d'affaires chez Geoptis. D'une part, le recensement de l'ensemble des voies observées sur le banc communal et leur qualification précise (longueur, revêtement, domanialité) valide l'obligation d'avoir un tableau de classement des voies à jour en mairie (loi de 1961). D'autre part, il identifie aussi les problèmes de conformité vis-à-vis de la loi 3DS, applicable depuis 2024. » Celle-ci impose à toutes les communes d'avoir un plan d'adressage complet, de certifier et de publier

les adresses dans la base adresse locale (BAL), et de recenser toutes les voies, publiques ou privées, ouvertes à la circulation. Concrètement, l'intervention de Geoptis s'articule en trois phases. D'abord, les géomaticiens inventorient de manière exhaustive les voies communales (rues, chemins et places publiques), les hameaux, les lieux-dits, les chemins ruraux d'exploitation et les routes départementales. Le recensement s'effectue ensuite en croisant les données disponibles en mairie, dans les bases officielles et à partir de cartographies. Ces données sont enfin analysées par une cellule spécialisée avant remise sur une plateforme de datavisualisation du tableau de classement des voies. Ces travaux exigent un délai de production de deux mois. Grâce à ce recensement exhaustif, les communes gagnent du temps dans la gestion des problématiques liées à la voirie et optimisent leur dotation globale de fonctionnement.



« La commune possède de nombreuses rues, chemins ou sentiers dont les noms sont très proches et des habitations qui ne disposent pas de numéro. Il est compliqué de pouvoir s'y rendre avec une simple adresse, même équipé d'un GPS. Ma priorité est la sécurité des habitants. En cas de souci, les secours doivent pouvoir arriver au bon endroit au bon moment. C'est pour cela que j'ai opté

pour la solution de Geoptis. Il s'agit d'une première étape, qui nous permet d'identifier les voies qui posent problème. La deuxième étape consistera à revoir le nom de certaines voies. Pour ce faire, nous choisirons la solution d'aide à la dénomination des voies de La Poste, qui est l'acteur le plus légitime pour cette prestation. »
Stéphanie Briolant,
maire d'Émancé

#accompagner

La Poste et le réseau des Écoles de la 2^e chance se mobilisent pour l'insertion des jeunes

Le groupe La Poste et le réseau des Écoles de la 2^e chance (E2C) d'Île-de-France ont signé, le 10 avril dernier, une convention de partenariat visant à favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en situation d'échec scolaire.

Signé par Florence Pavageau, déléguée régionale du groupe La Poste en Île-de-France, par Régis Meunier, le directeur de Formaposte en Île-de-France, et par les huit directrices et directeurs des Écoles de la 2^e chance franciliennes, ce partenariat formalise leur engagement mutuel en matière d'orientation, d'information et d'accompagnement des jeunes en situation d'échec scolaire. L'objectif est de promouvoir la formation et l'insertion professionnelle de ces derniers, tout en répondant aux besoins de recrutement du groupe La Poste sur le territoire.

Florence Pavageau explique : « En 2021, La Poste est la première entreprise publique à adopter la qualité d'entreprise à mission et a défini quatre engagements sociétaux et environnementaux, inscrits dans ses statuts, qu'elle se donne pour objectif de poursuivre dans le cadre de son activité. Parmi ceux-ci, figure la favorisation de l'inclusion sociale. Nos métiers ont beaucoup évolué, nous sommes ainsi à la recherche, dans les secteurs en tension, de factrices et de facteurs, d'opérateurs de logistique ou de ressources dans les métiers d'accueil. Nous travaillons de façon collaborative avec le réseau des E2C sur ces besoins tout en apportant à ces jeunes des perspectives concrètes de retour à l'emploi, un accompagnement et le soutien de nos collaborateurs. »

4 000 jeunes recrutés en CDI, en contrat d'apprentissage et de stage, en Île-de-France, en 2024.



Le réseau E2C en visite à la PIC de Paris Nord Gonesse



Mardi 6 mai, 12 jeunes en parcours de formation avec le réseau des Écoles de la 2^e chance (E2C) avaient rendez-vous pour une demi-journée de découverte à la plateforme industrielle courrier (PIC) de Paris Nord Gonesse (95). L'occasion pour ces jeunes de découvrir les activités de la PIC et d'appréhender les différents métiers d'une plateforme logistique moderne de 33 000 m², équipée de 22 machines de tri, traitant 4 millions de plis par jour. Dans une volonté de partage et d'échange, La Poste ouvre ses portes, afin de promouvoir ses activités industrielles et logistiques, de faire découvrir le niveau de technicité de l'acheminement et du tri du courrier, et d'engager une prise de conscience sur l'évolution des métiers du courrier.



POUR EN
SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE

#décarboner

Recygo déploie des bacs de tri sélectif à la mairie du 18^e arrondissement de Paris

La ville de Paris a confié à Recygo la fourniture d'outils de tri sélectif sur les sites municipaux. Son objectif : proposer une solution clés en main aux équipes des sites de la ville pour valoriser les déchets et réduire leur impact environnemental.

Bâtiments administratifs, sites techniques, centres sociaux, mairies d'arrondissement, maisons de la vie associative et citoyenne, bibliothèques... Depuis le début de l'année 2025, ces sites peuvent faire appel aux équipes de Recygo pour installer des bacs de tri sélectif pour les papiers, les cartons, les plastiques, les canettes et tout autre emballage recyclable, ainsi que des bacs pour les déchets non recyclables, afin de distinguer les flux dès la source. La mairie du 18^e arrondissement fait partie des premières à s'être emparée de cette solution. Pour Olivier Dupuis, responsable technique en charge du projet, « cela participe à la démarche écoresponsable au sein de la collectivité, en sensibilisant l'ensemble des agents. Le tri permet de réduire les déchets mais aussi d'optimiser le travail des agents d'entretien, en limitant les points de collecte, en facilitant la gestion des déchets et en améliorant les conditions de travail. Nous avons pu supprimer 80 poubelles individuelles de bureau et mettre en place une quarantaine de bacs de tri collectifs. » Cette opération a été réalisée en janvier par des personnes

en insertion professionnelle, accompagnées par Nouvelle Attitude, filiale du groupe La Poste. Les emballages issus de l'installation ont aussi fait l'objet d'une valorisation, afin d'aller au bout de la démarche. En plus d'une communication faite auprès des chefs de service et des agents, « une formation sur site a été organisée avec la direction de la propreté et de l'eau, afin de sensibiliser les agents aux enjeux du tri et de leur expliquer les consignes à suivre. À l'initiative de Sandra Bruyère, responsable du nettoyage de la mairie du 18^e arrondissement, la direction de l'immobilier, de la logistique et des transports a apporté son appui lors de la mise en place des bacs et pour répondre aux questions des agents », précise Olivier Dupuis. Depuis, d'autres équipes se sont renseignées et envisagent de déployer le même dispositif sur leurs sites.



« Bien perçu en interne, ce projet s'inscrit dans une volonté forte du maire, de la directrice générale des services et de la mairie centrale. Les agents comprennent l'importance de cette démarche et la considèrent comme une initiative positive, qui modernise les pratiques au sein de la mairie. L'allègement du travail des agents d'entretien a été très favorablement accueilli. »

Nous avons communiqué sur notre engagement dès le lancement du projet. Avoir été parmi les premiers à saisir cette opportunité a permis de valoriser l'initiative et de susciter l'intérêt d'autres mairies d'arrondissement. Cela crée une dynamique collective positive autour des enjeux du tri et du développement durable. »

Olivier Dupuis, responsable technique de la mairie du 18^e arrondissement de Paris



40 bacs de tri sélectif ont été installés en deux jours au sein de la mairie du 18^e arrondissement de Paris.

« Les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures »

Avec des ressources contraintes, les petites villes doivent redoubler d'agilité pour continuer à investir et à répondre aux besoins de leurs habitants.

Philippe Baeteman, maire de Bouglainval (28) et responsable d'études financières à La Banque Postale, décrypte les évolutions budgétaires et souligne le rôle essentiel d'une banque de proximité pour accompagner ces territoires qui totalisent 39 % de la population française.

MINI-CV

Depuis 2014
Responsable des études sur les finances des collectivités locales (communes, intercommunalités et syndicats) à la direction des études et de la recherche de La Banque Postale

1997-2013
Responsable de la gestion de projets informatiques au sein du service financier de La Poste puis de celui de La Banque Postale

Depuis 2005
maire de la commune de Bouglainval, en Eure-et-Loir (754 habitants)



REFLEXIONS

Quelle était la situation financière des petites communes il y a dix ou quinze ans ?

À cette époque, les petites collectivités bénéficiaient d'un environnement budgétaire plus prévisible et affichaient des revenus supérieurs aux dépenses qui leur permettaient de cumuler de l'épargne brute année après année. Elles profitaient également de taux d'intérêt très bas – inférieurs à 1 % pour des emprunts sur vingt ans, par exemple – et préféraient donc emprunter pour étaler le financement de leurs projets sur vingt, vingt-cinq ou trente ans, plutôt que de devoir toucher à leur bas de laine.

Qu'est-ce qui a changé ces dernières années ?

Avec la crise, l'inflation et les taux d'intérêt qui ont augmenté, elles ont désormais tendance à puiser dans leur réserve de trésorerie. Pour la seconde année, on constate, dans notre étude⁽¹⁾, que les petites villes mobilisent leur trésorerie au service de l'investissement à hauteur de 0,8 milliard d'euros et que, dans le même temps, le recours à l'emprunt est en recul de 0,7 %. Pourquoi ? Parce que, d'un côté, les dépenses ne cessent d'augmenter – on parle d'une progression de 17,2 % sur la période 2019-2024 –, ce qui impacte les communes sur le long terme. On peut citer, par exemple, l'augmentation à venir du taux de cotisation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui va passer de 30,5 % à 42,5 % en 2028.

Cela représente environ 250 millions d'euros de dépenses par an jusqu'en 2028 pour les communes de 2500 à 25000 habitants. La multiplication des normes imposées aux collectivités, qu'elles soient énergétiques ou autres, pèsent aussi sur leurs finances. Résultat : les communes hésitent à s'endetter, car elles redoutent les charges futures et manquent de visibilité sur les recettes et les subventions à venir. Et, de l'autre côté, le produit des impôts fonciers a progressé de 3 milliards d'euros, soit deux fois moins que l'évolution des dépenses. La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales à partir de 2019, par exemple, a privé les communes d'un levier fiscal direct.

Dans ce contexte, comment La Banque Postale se positionne-t-elle pour répondre aux besoins des communes ?

C'est par notre connaissance des enjeux des territoires et notre présence pour toutes les communes, qu'elles soient rurales ou de grandes métropoles, que nous sommes depuis 10 ans leader du financement bancaire des collectivités. Et à ma connaissance, elle est la seule banque qui possède un service d'études dont les analyses sont reconnues par le ministère de l'Économie et des Finances, la Cour des comptes ou les associations d'élus. C'est un niveau d'expertise qui est rassurant pour les collectivités qui sollicitent La Banque Postale pour qu'elle leur apporte une solution de financement. Et ça, c'est vraiment différenciant.



DÉCOUVREZ L'ÉTUDE
« REGARD FINANCIER
SUR LES PETITES VILLES »
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) « Regard financier sur les petites villes », étude publiée par l'Association des petites villes de France et La Banque Postale, juin 2025.